

Eldorado Nucléaire Limitée

● (1700)

M. Riis: Monsieur le Président, ce sera avec grand plaisir que le répondrai à ce commentaire réfléchi. Quelle est la responsabilité du gouvernement fédéral? Il est évident que le gouvernement se soustrairait à ses responsabilités s'il décidait de se laver les mains de cette question.

Lorsque l'on parle du nucléaire, tous les Canadiens ont quelque chose en commun: ils ont plus de questions que de réponses. Beaucoup de questions demeurent en effet sans réponse satisfaisante. Celle qui nous vient le plus rapidement à l'esprit est probablement celle de la sécurité des installations nucléaires.

L'incident de Tchernobyl nous hante toujours et nous découvrons encore aujourd'hui des conséquences de cette catastrophe. On pense aussi à d'autres catastrophes, mais je crois que celle-là montre particulièrement bien qu'un incident nucléaire ne peut pas avoir de conséquences négligeables, elles sont immanquablement très graves et peut-être même, en dernière analyse, inimaginables.

Il y a aussi toute la question des déchets radioactifs. J'ai parlé brièvement des dépotoirs de Port Hope et des centaines de milliers de tonnes de déchets dont on ne s'est pas encore occupé efficacement. On ne peut pas éliminer efficacement ces déchets parce que nous ne connaissons pas encore de moyen sûr de le faire. Tant que nous n'aurons pas découvert ce moyen, je crois qu'il serait insensé de continuer dans la voie où nous nous sommes engagés, surtout au Canada.

Je pense aussi que nous avons commis une grave erreur de jugement dans le dossier de l'irradiation des aliments. Nous perfectionnons les techniques d'irradiation des aliments car nous voulons les commercialiser dans les pays en développement. Disons-le franchement, cette perspective a de quoi faire peur et, bien sûr, il incombe au gouvernement fédéral d'être très prudent. Dans ce dossier, la prudence élémentaire dicte de renoncer purement et simplement à ces techniques.

Le député a posé la bonne question en demandant quelle était la responsabilité du gouvernement. Celui-ci assume une lourde responsabilité, mais on n'en trouve pas trace dans le projet de loi C-121. Il me semble que le gouvernement fait fi des possibilités qu'il aurait si ce projet de loi n'était pas adopté.

M. Hawkes: Madame la Présidente, j'ai écouté le député avec intérêt lundi lorsqu'il a dit à la fin de son discours qu'il était temps que nous renvoyions cette question à un comité pour une étude plus poussée. Je conviens avec lui que la question est complexe et que c'est en comité, où l'on peut entendre des témoins, qu'il faut examiner ces préoccupations, dont je partage certaines.

J'étais encouragé d'entendre le député proposer qu'on soumette la question au comité bientôt. Je voulais simplement dire

que je partage son avis. Je pense qu'on devrait renvoyer la question au comité bientôt.

M. Riis: Madame la Présidente, je me rends compte que le secrétaire parlementaire a hâte d'entendre les différents témoins et d'étudier le projet de loi article par article. Cependant, on nous a interrompus aujourd'hui pour traiter du projet de loi C-125, qui vient d'être adopté à toutes les étapes. Ce projet de loi avait pour but de permettre à la Commission d'énergie du Nord canadien d'émettre des actions.

Que les partis d'opposition acceptent volontiers de mettre de côté les traditions de la Chambre pour faciliter l'adoption d'un certain projet de loi est inouï. Nous étions convaincus que c'était dans l'intérêt national de le faire et nous étions très heureux de collaborer avec le gouvernement et de traiter du sujet d'une manière sérieuse et réfléchie. Nous nous sommes préparés, nous avons consulté tous les intéressés et nous avons procédé rapidement. Le secrétaire parlementaire a déclaré qu'il en était ravi et nous avons été heureux de coopérer.

La journée tire à sa fin et nous continuons le débat sur Eldorado Nucléaire. Cela fait déjà plusieurs heures que nous en débattons. Étant donné l'extrême importance d'un débat portant sur l'industrie nucléaire et le rôle que doit y jouer le gouvernement fédéral, c'est pour ce dernier un grand pas à franchir.

Comme je l'ai dit, nous sommes heureux de participer à ce débat, et naturellement ce n'est pas notre intention de le prolonger, mais nous devrions laisser s'exprimer tous les avis pertinents. Je sais que ma collègue de Broadview—Greenwood désire commenter les conséquences que ce projet de loi aura sur l'environnement et parler de certaines questions s'y rapportant. Sachant combien le secrétaire parlementaire s'intéresse à ces questions, il tiendra sans aucun doute à entendre ses commentaires. Sur ce, je terminerai mes remarques en déclarant qu'il nous tarde d'en finir avec ce projet de loi mais que nous ne tenons pas particulièrement à adopter à la hâte un projet de loi qui revêt une aussi grande importance pour le pays.

M. Skelly: Madame la Présidente, je voudrais poser une question à mon collègue de Kamloops—Shuswap. Lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, le premier ministre (M. Mulroney), conscient du grand intérêt que les Canadiens portent à toute la question nucléaire, a promis, si je me souviens bien, d'enquêter sur l'industrie et l'énergie nucléaires au Canada. Ne conviendrait-il pas que le premier ministre tienne sa promesse électorale avant de vendre une société comme Eldorado Nucléaire? Ne vaudrait-il pas mieux que le premier ministre et le gouvernement conservateur tiennent leurs promesses électorales d'enquêter sur les inquiétudes éprouvées par les Canadiens à propos de cette industrie avant qu'ils ne vendent cette société.